

Goodyear s'apprête à fermer son site d'Amiens

LE MONDE | 25.01.2013 à 11h23

Par Francine Aizicovici et Cédric Pietralunga



En octobre 2011, durant la campagne présidentielle, François Hollande, alors candidat, était allé sur le parking de l'usine pour apporter son soutien aux salariés. Et il s'était engagé à faire voter, en cas de victoire, une loi contre les licenciements économiquement injustifiés. | Reuters/STRINGER/FRANCE

C'est la nouvelle bombe sociale qui menace le gouvernement. Selon nos informations, la direction de Goodyear Dunlop Tires France devrait annoncer, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) prévu le 31 janvier, la fermeture, au plus tard fin 2014, de la totalité de son usine d'Amiens-Nord (Somme), où sont employés 1 250 salariés.

Officiellement, l'ordre du jour parle d'"une information aux représentants du personnel concernant la stratégie du groupe pour le site d'Amiens-Nord". Mais c'est bien l'arrêt de toute l'activité de cette usine qui devrait être annoncé.

Cela concerne la fabrication de pneus pour voitures de tourisme, soit environ la moitié de l'effectif, ce qui n'est pas une surprise, la direction cherchant, depuis 2008, à s'en débarrasser. Mais cela touche aussi la production des pneus pour engins agricoles (le "farm"), alors que la direction avait, jusqu'à présent, assuré

qu'elle la conserverait tant qu'il n'y aurait pas de repreneur.

L'offre de reprise par le groupe américain Titan international, qui était subordonnée à la fermeture de l'activité pneus pour véhicules de tourisme, a échoué en septembre 2012, faute d'accord entre Goodyear et la CGT sur un plan de départs volontaires. L'organisation syndicale estimait ne pas avoir de garanties suffisantes en termes de volumes de production de pneus "farm".

La direction refuse de s'exprimer sur ses projets avant le 31 janvier. Mais dans un document opportunément diffusé mi-janvier à la presse, Goodyear semble montrer que l'heure des décisions radicales est venue. Il y est décrit une *"situation financière difficile depuis de nombreuses années"*, un *"recul des ventes"*, etc. Au cours des neuf premiers mois de 2012, le bénéfice net du groupe a diminué de 39,6 % par rapport à la même période de 2011.

LE GOUVERNEMENT SEMBLE IMPUISSANT

Dans ce contexte, *"l'usine d'Amiens-Nord a (...) rencontré un problème de compétitivité structurelle"*, souligne ce document. Depuis 2007, *"le segment des pneus tourisme génère une perte structurelle"*, qui s'élève, pour 2011, à *"50 millions d'euros"*.

"Nous avons été informés du risque de fermeture prochaine du site", admet-on dans l'entourage du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, où l'on juge *"le dossier très compliqué"*. Mardi 22 janvier, une réunion s'est tenue à Matignon sur le sujet sans qu'une position définitive soit arrêtée. *"Il reste un peu de temps, on essaie d'obtenir de la direction qu'elle continue ses efforts ou qu'elle accepte un délai additionnel"*, assure un conseiller.

Le dossier est d'autant plus embarrassant pour le gouvernement que, durant la campagne présidentielle, Arnaud Montebourg, aujourd'hui ministre du redressement productif, et François Hollande, alors candidat, s'étaient rendus sur le parking de l'usine pour apporter leur soutien aux salariés. Ils s'étaient engagés à faire voter, en cas de victoire de M. Hollande, une loi contre les licenciements économiquement injustifiés.

Pour l'heure, le gouvernement semble impuissant. Aucune solution de reprise alternative à celle de Titan n'aurait été trouvée. *"Le seul plan B qui existe, ce serait que la CGT accepte un plan de départs volontaires et que Titan revienne avec son projet de reprise partielle"*, dit un proche des négociations.

"Il est exclu que la CGT signe le plan", réplique Fiodor Rilov, l'avocat du syndicat. Pourtant, en juin 2012, l'annonce par la direction de son renoncement à procéder à des *"licenciements contraints"* au profit d'un plan de départs volontaires avait été saluée comme une *"victoire"* par la CGT.

PROCÉDURES TOUS AZIMUTS

La stratégie de la CGT est critiquée par le syndicat SUD (15 % des voix). Si la CGT avait pris *"l'avis du personnel sur le plan de départs volontaires, il aurait été accepté, parce que c'était la solution la moins saignante, estime Virgilio Mota Da Silva, délégué SUD. Au total, 537 postes au "farm" auraient été conservés."*

La messe est-elle dite ? Titan a déjà claqué la porte, en décembre 2011, avant de revenir à la table des discussions en janvier 2012, dans un tête-à-tête inédit avec Mickaël Wamen, le leader de la CGT du site.

Côté syndicat, on ne ferme pas la porte. *"Il y a toujours sur la table une proposition d'arrangement très raisonnable, estime M. Rilov. Il s'agit de garantir à l'usine d'Amiens-Nord un certain pourcentage de l'activité de Titan en Europe, que l'on peut discuter, pour en faire le centre industriel principal européen du groupe pour les pneus agraires, ce qui était le projet qu'il avait annoncé."*

En attendant, la CGT fourbit son arme préférée, l'appel au juge, en lançant des procédures tous azimuts. La saga juridico-syndicale n'est pas terminée. Le cauchemar du gouvernement non plus.

Francine Aizicovici et Cédric Pietralunga

Fermetures d'usines en France